

INSTITUTION ADOUR

Extrait du Registre des Délibérations
De l'Etablissement Public Territorial de Bassin Institution Adour

Séance du 21 septembre 2016



Aujourd'hui, le vingt et un septembre deux mille seize à 14 heures, le Bureau dûment convoqué s'est réuni à la Salle Commission 1 à l'Hôtel Planté du Département des Landes sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient Présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON, Odile LAFITTE et Céline SALLES
Messieurs Paul CARRERE, Bernard POUBLAN et Bernard SOUDAR

Etaient excusés :

Messieurs Gérard CASTET et Charles PELANNE

OBJET : Affaires diverses / Autorisation - Foncier : acquisitions foncières sur la commune de Villenave-Près-Béarn

Exposé des motifs :

L'Institution Adour a été informée d'un projet de vente sur la commune de Villenave-Près-Béarn des parcelles suivantes :

Commune	Parcelle	Superficie (ha)	Nature
Lot 1 :			
Villenave-Près-Béarn	A 46	0,2225	Terre
Villenave-Près-Béarn	A 51	0,1645	Terre
Villenave-Près-Béarn	A 58	0,6690	Terre
Villenave-Près-Béarn	A 160	0,4050	Lande
Villenave-Près-Béarn	B 189	0,2190	Pré
Villenave-Près-Béarn	B 202	0,3010	Lande
Sous-total lot 1		1,9810	

Lot 2 :			
Villenave-Près-Béarn	A 32	0,7983	Terre sol
Villenave-Près-Béarn	A 33	0,0692	sol
Villenave-Près-Béarn	A 34	0,0425	jardin
Villenave-Près-Béarn	A 35	0,0555	jardin
Villenave-Près-Béarn	A 39	0,3225	pré
Sous-total lot 2		1,2880	

- Le lot 1 comprend 1,9810 ha dont 1,056 ha de terres pour un prix de 8 815 €, soit 4 500 €/ha.

Ces 6 parcelles peuvent servir pour la compensation agricole et environnementale du projet de réservoir du Louet 2 :

- Les terres peuvent servir pour la compensation agricole car situées à proximité du parcellaire des exploitations impactées,
- Les landes et prairies peuvent servir à la compensation écologique (parcelles A 160 et B 189 sont en cours de reboisement naturel).

- Pour le lot 2, l'intérêt est moindre car il y a du bâti en mauvais état (maison + grange à restaurer). La surface de la vente est de 1,2880 ha au prix de 25 000 €.

LE BUREAU

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

Article 1

- De donner une suite favorable à la proposition concernant le lot 1,
- De ne pas donner suite à la proposition concernant le lot 2.

Article 2

Monsieur le Président est autorisé à signer les actes d'acquisition correspondants et à prendre tout acte nécessaire à la mise en œuvre de cette décision.

Article 3

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et Délibéré le 21 septembre 2016 à Mont-de-Marsan

Le Président,


INSTITUTION ADOUC
Département des Landes
40025 MONT DE MARSAN CEDEX
Paul CARRERE

⚡ La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.